

# Le Courant

Volume 8, numéro 2

Décembre 2002

Les projets de l'automne ont accaparé nos énergies et nous n'avons pas eu le temps de sortir « Le courant » du mois de septembre. Nous donnons donc plus de contenu à celui de décembre.

Vous y trouverez la composition de notre conseil d'administration 2002-2003 qui se réunit 5 fois par année. Si vous avez le goût de vous investir dans une organisation qui a à cœur la réhabilitation du Saint-Laurent, surveillez nos prochains envois postaux.

Nous vous informons aussi sur l'évolution de quelques dossiers et vous proposons des textes sur des sujets précis fournis par des membres du CA ainsi que des nouvelles brèves de nos membres actuels et anciens.

Un gros merci à tous ceux qui nous fournissent des textes sur les dossiers qui évoluent et des informations pertinentes à vous transmettre. Avec trois (3) Plans d'action en route, vous comprendrez que nous n'avons pas beaucoup de temps pour suivre chacun des dossiers que les organismes, entreprises et

municipalités font avancer.

Nous débutons également une page où nous vous ferons part de l'avancement des trois (3) comités de liaison auxquels nous participons.

Veillez prendre note que nos bureaux fermeront le 13 décembre 2002 à midi, afin de permettre aux employés de reprendre le temps accumulé au cours des derniers mois.

## JOYEUSES FÊTES À TOUS ET TOUTES !

Claire Lachance, coordonnatrice  
Marthe C. Théorêt, agent  
d'information et de relations  
publiques

Christine Duguay, secrétaire  
Fabien Bonhomme, stagiaire

Comité ZIP du Haut Saint-Laurent  
28 rue St-Paul, bureau 206  
Salaberry-de-Valleyfield, Qc J6S 4A8  
Tél. : 450-371-2492  
Courriel : ziphsl@rocler.qc.ca  
<http://www.rocler.qc.ca/ziphsl>

## CARTE DE MEMBRE

N'oubliez pas que votre carte de membre sera bientôt échuë.

Regardez la carte que vous avez actuellement en main, la date d'expiration y est indiquée.

Si votre carte vient à échéance en décembre 2002, vous recevrez un avis de renouvellement à remplir et à nous retourner avec votre paiement le plus tôt possible.

N'oubliez pas de recruter de nouveaux membres. L'implication des gens, c'est notre force !

**HÔTEL GRANT**

## Consultations publiques

En juin dernier, nous vous informions de l'état d'avancement de l'étude sur l'évolution des habitats au lac Saint-François pour la perchaude et le doré.

En décembre, nos consultants remettront chacun leur rapport final.

Il y aura consultations le **vendredi 24 janvier 2003** de 19h00 à 22h00 à Les Coteaux et le **samedi 25 janvier 2003** de 9h00 à 12h00 à St-Stanislas-de-Kostka .

Surveillez l'invitation que vous recevrez au début janvier afin de connaître le lieu et l'heure qui vous convient le mieux. Vous pouvez également venir les 2 jours...

Bienvenue à tous et toutes !

## Le conseil d'administration du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent

Je désire vous présenter les membres du conseil d'administration du Comité ZIP. D'après les règlements généraux, la moitié des membres est en élection chaque année, afin d'assurer un meilleur suivi des dossiers. Cependant, depuis la fondation en 1993, certains membres sont toujours avec nous :

Francis Videaud, président  
Denise St-Germain, trésorière  
Francine Poupard, secrétaire  
Denis Gervais

D'autres, notamment des entreprises, sont membres du conseil depuis 1993 mais leurs représentants ont changé :

Alcan Beauharnois  
PPG Canada  
Zinc Électrolytique du Canada  
UPA St-Louis  
Comité de réhabilitation de la rivière Châteauguay (CRRC)

Le Club agro-environnemental du bassin La Guerre est le nouveau membre élu lors de notre assemblée générale de juin 2002.

Voici donc les membres par catégorie :

### Entreprises :

Gervais Jacques, Alcan Beauharnois  
Jean-Luc Goyer, Carrières Régionales  
Jean Caumartin, Hydro-Québec  
Pierre Labbé, LBCD  
Christian Pelletier, PPG Canada  
Daniel Daoust, Zinc Électrolytique du Canada

### Groupes à caractère environnemental :

Jacques Delisle, Action Poissons Plus lac Saint-François  
Sylvain Gascon, Club du bassin La Guerre  
Pierre Gendron, Comité de Réhabilitation de la Rivière Châteauguay (CRRC)  
Denis Gervais, Crivert  
Robert Poupard, Les Amis de la Réserve nationale de faune

### Groupes socio-économiques :

Roger Gagnon, Beauharnois, Une place dans l'avenir  
Francine Poupard, AFEAS  
René Savage, UPA St-Louis  
Escadrille canadienne de plaisance lac Saint-François (poste à combler)

### Gouvernements élus :

Yvon Mailhot, MRC du Roussillon  
Raymond Malo, MRC de Vaudreuil-Soulanges  
Denise St-Germain, municipalité de Saint-Anicet  
MRC de Beauharnois-Salaberry (poste à combler)

### Individus :

Francis Videaud, Châteauguay  
Micheline B. Michaud, Rivière-Beaudette

### Membres co-optés :

Émile Beauchamp, Association pour la sauvegarde du lac Saint-François  
Danielle Glaude, Sainte-Barbe

## **STRATÉGIES SAINT-LAURENT se réjouit de l'importance accordée au Saint-Laurent par LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU et demande au gouvernement d'y investir les sommes nécessaires**

**Québec, le 27 novembre 2002** --- Stratégies Saint-Laurent (SSL) est l'organisme de concertation qui rassemble les communautés riveraines du Saint-Laurent réparties dans les territoires des 14 comités de Zones d'intervention prioritaires (ZIP) du Québec, couvrant maintenant presque la totalité de ses rives, de Cornwall à la Baie des Chaleurs en passant par le Saguenay et les Îles-de-la-Madeleine. D'importantes organisations ayant à cœur la protection du Saint-Laurent sont aussi présentes sur son Conseil d'administration, dont l'UQCN, les Amis de la vallée du Saint-Laurent, la Société Linnéenne du Québec, l'Association des biologistes du Québec, la CSN, STOP et le Comité Parc des Rapides.

De manière générale, Stratégies Saint-Laurent se réjouit de la nouvelle politique nationale de l'eau annoncée hier par le ministre d'état à l'Environnement et à l'eau, M. André Boisclair. Plusieurs des orientations et des axes d'intervention annoncés démontrent une réelle volonté de prise en charge de nos eaux. La mise en application du principe utilisateur-pollueur payeur supportant la création du Fonds national sur l'eau et l'appui financier et technique de 33 organismes de bassin au Québec sont des exemples concrets de mesures constructives et durables.

La politique réserve un chapitre complet au Saint-Laurent et exprime la volonté du gouvernement actuel du Québec d'y implanter une gestion intégrée. Il s'agit d'un projet très ambitieux auquel nous contribuerons au mieux de nos capacités en fonction des ressources disponibles. Stratégies Saint-Laurent et les quatorze comités ZIP du Québec sont déjà impliqués dans le développement du Cadre d'orientation de la gestion intégrée du Saint-Laurent. Nous jugeons excellente l'approche globale du ministre André Boisclair. Il tient bien compte de l'importance de travailler avec les

organismes du milieu, il reconnaît les acquis générés par les programmes existants et il désire construire sur cette base.

Cependant, nous considérons qu'il reste encore beaucoup à faire. Le principal défi à relever pour mettre en œuvre la politique nationale de l'eau réside dans l'obtention du financement nécessaire à son application. Hors, les bourses du Conseil du trésor sont convoitées par tous les ministères et la part de l'environnement diminue continuellement. Nous nous questionnons donc sur la réelle volonté, voire la capacité du gouvernement du Québec de financer adéquatement cette politique. Rappelons qu'elle est issue d'un processus qui a coûté déjà très cher aux québécoises et aux québécois et que le ministre André Boisclair a livré la marchandise que lui avait demandée le Conseil des ministres. Il faut maintenant que ses collègues se rallient derrière lui et posent un geste cohérent afin de lancer cette initiative d'envergure nationale. Nous nous joignons donc à toutes les autres organisations issues des forces vives du Québec pour encourager le Conseil des ministres et plus particulièrement Madame Marois à investir dans une meilleure gestion de notre eau et plus spécifiquement de notre Saint-Laurent et de ses bassins versants.

Marc Hudon  
Président de Stratégies Saint-Laurent



## **Préparation de la poursuite de SLV2000**

Depuis la fin mai 2002, la préparation de la poursuite de SLV2000 est en cours par l'ensemble des comités de concertation et les co-présidents de l'entente.

De nombreuses réunions ont eu lieu cet été et les comités de concertation ont déposé les projets à réaliser et à prioriser pour les prochains 5 ans.

Le programme ZIP a été priorisé par le Comité de Concertation Implication communautaire sur lequel siègent Claire Lachance, coordonnatrice du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent, et Marc Hudon, président de SSL. Reste à voir quel budget y sera alloué.

À suivre au cours des prochains mois...

Le stagiaire est arrivé !

Notre stagiaire français, Fabien Bonhomme, est arrivé le 1<sup>er</sup> octobre pour travailler sur le dossier agricole.

Nous lui avons fait suivre les sessions thématiques du Bureau d'Audiences Publiques sur l'Environnement (BAPE). Il s'est donc promené de Saint-Hyacinthe à Chicoutimi en passant par Sainte-Marie-de-Beauce et Québec.

Dans le prochain numéro, il nous présentera un résumé de ces audiences et le travail qu'il réalise.

## Plantation du groupe Crivert - PHASE II Une implication extraordinaire...



par

Francine Poupard\*

Le projet de plantation d'arbres et d'arbustes le long du canal de Beauharnois a été un succès inespéré. Un total de 11 écoles a participé à la plantation de près de 5 000 plants. Il y a eu 12 activités de plantation ce qui est le double de l'an dernier. Le nombre de participants est tout aussi impressionnant 907 dont 749 élèves. Le 28 septembre 2002, par une belle journée d'automne, 98 bénévoles ont planté 1 500 arbres et arbustes dans le secteur de Beaulac sur les rives de la voie maritime.

Il faut mentionner nos commanditaires Univar, CEZinc, Grace Davidson, Eka Chimie Canada et National Silicate. La liste des partenaires est tout aussi étonnante : Comité ZIP du Haut Saint-Laurent, municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague, municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska, ville de Salaberry-de-Valleyfield, Société Vélo Berges, le cinéma Paris, Turmel Amusement, Librairies Boyer Ltée,

Café NDL, Scouts de Saint-Esprit, Home Hardware et les pompiers de Salaberry-de-Valleyfield.

Les arbres (noyer cendré, micocoulier, chêne rouge, érable rouge et argenté, frêne de Pennsylvanie et pruche du Canada) et les arbustes ( vinaigrier, sureau, noisetier, amélanchier, spirée, symlocarpe, dierville et cornouiller) ont été plantés sur 7 sites différents à Salaberry-de-Valleyfield, Saint-Stanislas-de-Kotska, Saint-Louis-de-Gonzague et Saint-Timothée. Des paillis ont été installés autour de 1000 arbres, 8 voyages de terres ont été transportés et près de 3 500 trous ont été creusés pour permettre aux plants de commencer leur nouvelle vie sur les rives du canal de Beauharnois.

Nous allons suivre l'évolution de nos nouveaux protégés le printemps prochain. On vous donne des nouvelles en juin 2003.

\*Représentante de l'AFEAS au Comité ZIP et présidente de Crivert



## Une saison d'enfer à la RNF du lac Saint-François



par

Robert Poupard\*

Une saison d'enfer ! L'année 2002 qui se termine a été très occupée à la Réserve. En plus des activités habituelles, nous avons fait des travaux d'infrastructure importants qui s'ajoutent à ceux des années précédentes (belvédère, passerelle, roulotte...).

Dès le début de mai nous recevions des visiteurs et en particulier des groupes d'élèves jusqu'au 31 octobre. Nos 6 guides, recrutés pour l'été grâce au programme **Emploi Carrière Été de la Direction des Ressources Humaines du Canada (DRHC)** et la responsable de l'accueil engagée à l'aide du **CLÉ**, ont reçu 5 000 visiteurs dont mille élèves. Le dernier groupe, des classes de Malone Middle School, est venu le 1er novembre.

Nous avons encadré 2 **Chantiers jeunesse**: 3 semaines en juillet et 3 semaines en août, soit 2 équipes de 12 jeunes universitaires venant de divers pays: Allemagne, Autriche, Belarus, Belgique, Canada (Inuits et Québécoise), Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon Mexique. Elles ont travaillé à la construction d'une passerelle de 200 mètres au bout du sentier de l'érablière à caryers dans le marécage du bois d'enfer. Ce projet a été possible grâce à une subvention du programme **Interactions communautaires de Saint-Laurent Vision 2000**. Les conditions de travail étaient difficiles pour de jeunes intellectuels (chaleur, insectes piqueurs, efforts

physiques soutenus, utilisation de tronçonneuses et perceuses, transport de billots et de madriers sur de longues distances ..) et demandaient des précautions pour perturber le moins possible l'environnement et faire attention à la présence du bois d'enfer. Les jeunes étaient contents, ils se sentaient bien encadrés, ils ont réalisé des infrastructures utiles à la communauté et le travail était terminé quand ils ont quitté le projet.

Le deuxième projet, subventionné par le **Service Jeunesse Canada de la DRHC et Interactions communautaires**, est "**La Réserve, un tremplin vers l'avenir**". Il a permis d'embaucher 13 jeunes "décrocheurs", 9 garçons et 4 filles de 18 à 26 ans, de la région pendant 6 mois avec un coordonnateur, Simon Provost. Le projet comporte 3 volets étroitement intégrés, le premier est d'effectuer des travaux à la Réserve, le deuxième est la connaissance de notre milieu, le troisième volet intitulé "trouver sa voie" vise à donner des outils à ces jeunes pour réintégrer soit le marché du travail ou à revenir à l'école à la fin du projet.

Depuis le début du projet, le 13 juin 2002, nos jeunes ont fait l'entretien des sentiers, puis à la digue aux Aigrettes, ils ont bouché les trous creusés par les rats musqués, et ils ont recouvert 6 km de sentier de copeaux de bois. Ensuite, ils ont construit une passerelle sur radiers de 400 mètres et un pont dans le marais à partir du sentier de la tour pour aller jusqu'au ruisseau Fraser. Il fallait coordonner ces activités et surtout que le travail soit bien

planifié et que l'on ne manque jamais de matériel, c'est un défi que Serge Bourdon, notre coordonnateur, a dû et doit sans cesse relever.

Nous n'avons pas réglé le problème du budget de fonctionnement estimé à 50 000 \$ par année. C'est le dossier prioritaire de la fin de cette année. Nous avons perdu un accès au lac Saint-François, la municipalité de Dundee l'ayant vendu au plus offrant. Nous avons pourtant trouvé 12 000 \$, mais un autre soumissionnaire a offert plus de 18 000 \$. Nous devons aussi nous constituer une banque de guides pour le début et la fin de la saison.

Pour l'an prochain, nous devons chercher des subventions pour construire une structure qui doit recouvrir la roulotte-magasin donnée par la SAQ et qui servira à:

- l'accueil des classes jusqu'à 50 élèves à la fois.
- local de réunion
- lieu de rangement pour notre matériel l'hiver
- local d'exposition

Nous voulons ainsi doter la Réserve

nationale de faune du lac Saint-François d'un pavillon d'accueil : **La maison des Amis de la Réserve.**

Ainsi, au fil des années, nos missions augmentent:

- protection de la réserve ;
- sensibilisations de la population à sa biodiversité ;
- création d'infrastructures ;
- attrait touristique ;
- employeur pour des gens de la région ;
- aide à des jeunes pour se réinsérer dans la société.

Nos réalisations ne sont possibles que grâce à l'aide de nos bénévoles, de nos partenaires et en particulier du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent. Nous les remercions et les invitons à venir à la Réserve nationale de faune du lac Saint-François.

\*Représentant des Amis de la Réserve au Conseil d'administration du Comité ZIP



## Projet de nettoyage de la baie Saint-François



Par

Marthe C. Théorêt\*

Le Comité ZIP a continué dans sa lancée de corvée de nettoyage. Après 1996 à Les Coteaux et 1999 à Les Cèdres et Salaberry-de-Valleyfield, une conférence de presse annonçant la tenue d'une autre corvée a été donnée le 4 septembre 2002 au chalet du parc Sauvé à Salaberry-de-Valleyfield.

Deux équipes de plongeurs et plus de 150 bénévoles provenant de 25 organismes différents ont participé au nettoyage de la Baie Saint-François le 14 septembre 2002. Des cadets aux grands mères de l'AFEAS, chacun a accompli une tâche remarquable pour la sauvegarde du Saint-Laurent. Un chapiteau a été érigé au parc Sauvé et un autre au parc AstenJohnson pour abriter les plongeurs et se mettre à l'abri des moustiques, de la chaleur ou des intempéries. Un délicieux dîner santé a été préparé et servi par les femmes de l'AFEAS grâce à la participation de commanditaires. D'ailleurs, nous désirons remercier chaleureusement nos nombreux partenaires et commanditaires qui ont fait de cette journée un succès monstre.

La baie Saint-François était plus propre qu'on le

croyait. Nous avons prévu ramasser environ 40m<sup>3</sup> de déchets et finalement les plongeurs ont récupéré seulement 20m<sup>3</sup> de matériel. Du côté du parc AstenJohnson, on a retrouvé quelques bouteilles et petits objets.

Les 17, 18 et 19 octobre 2002, nous avons exposé certains objets triés lors du ramassage afin de sensibiliser la population à l'importance de ne rien jeter dans l'eau. Plus de 1800 personnes se sont arrêtées au kiosque pour voir de plus près des objets inusités plus ou moins couverts de moules zébrées. Les commentaires des visiteurs étaient assez semblables : <Ça ne se peut pas que des gens, en 2002, jettent encore des choses dans la baie>, <Que peut-on faire ou que se fait-il au niveau des gouvernements pour se débarrasser de ces moules envahissantes> ?

On nous demandait si on prévoyait nettoyer, l'an prochain, d'autres parties du fleuve. La tenue d'une telle activité est assez difficile s'il n'y a pas de subvention pour couvrir les frais de l'organisation. Mais peut-être verrons-nous une autre section du fleuve nettoyée un jour...

\*Agent d'information et de relations publiques du Comité ZIP et agent de projet du nettoyage de la baie Saint-François



# Les haies brise-odeur



par

Danielle Glaude\*

Les risques d'émission d'odeurs sont élevés tant sur les sites d'élevages de porcs que lors des épandages de lisier. Pour les odeurs qui proviennent des sites d'élevage, les producteurs disposent de peu de moyens efficaces et rentables pour les réduire. Les écrans boisés situés dans le sens des vents dominants constituent un moyen reconnu pour atténuer la propagation des odeurs provenant des installations d'élevage. Par ailleurs, les plaintes dues aux odeurs concernent surtout les épandages. L'utilisation de rampes d'épandage et l'incorporation rapide des lisiers au sol sont des techniques efficaces et abordables pour réduire les odeurs à l'épandage.

La problématique environnementale de la production porcine en Montérégie dégage cinq interventions prioritaires pour lesquelles chaque entreprise concernée doit apporter des correctifs dans les plus brefs délais dans le but de réduire :

1- les quantités de phosphore appliquées :

- ◆ recours plus systématique à des plans de fertilisation ;
- ◆ ajout de phytase à la moulée ;
- ◆ augmentation du nombre de formulations ;

2- les émissions d'odeurs à l'épandage :

- ◆ utilisation d'équipements d'épandage plus performants et réductions des délais d'incorporation ;

3- d'augmenter les capacités d'entreposage et d'obtenir un lisier adapté aux besoins des receveurs :

- ◆ utilisation plus importante de trémies-abreuvoirs ou de bols-économiseurs.

Ce sont les interventions les plus rentables tout en étant les plus efficaces pour réduire les rejets d'azote et de phosphore et à diminuer les odeurs.

Un projet innovateur de haies brise-odeur visant à réduire les odeurs des installations porcines a été inauguré le 26 juin dernier aux Porcheries Chanca à Saint-Louis-de-Gonzague (propriété des sœurs Carole et Chantal Vinet). Le naissage et la finition sont le type d'exploitation à cette ferme. Le cheptel est composé de 220 truies en inventaire, de 1500 porcs à l'engraissement et de 300 porcs en pouponnière. 75 hectares d'avoine, de maïs et de soja sont cultivés.

L'originalité de ce projet réside dans l'utilisation d'arbres (1.5 à 2.5 mètres de haut) qui forment un écran de protection maximale et qui permettent de réduire les odeurs de façon sensible, tôt après la plantation. Développé par la Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield, en collaboration avec le Syndicat des producteurs de porc de la région, le projet de haies brise-odeur est actuellement implanté sur quelque 12 fermes porcines situées sur le territoire de la Fédération.

Les odeurs sont généralement associées à des gaz légers qui se dispersent dans l'atmosphère. L'utilisation d'une haie brise-odeur formée d'arbres de grande taille plantés en bandes permet de réduire la vitesse du vent et, par conséquent, le déplacement des odeurs. De plus, comme les végétaux ont un effet filtrant, les composés responsables des odeurs sont dégradés par l'écran d'arbres avant d'atteindre les zones habitées.

Une plantation d'arbres est un élément complémentaire qui s'intègre bien dans une stratégie de réduction des odeurs. Des essais avec soufflerie ont démontré qu'il est possible de

réduire de 55% les odeurs d'une porcherie abritée par une haie boisée de trois rangées de largeur. La haie contient une vingtaine d'essences différentes d'arbres. Le but étant de recréer les forêts de feuillus typiques de la région du sud de la province. Ainsi on retrouve des caryers, des noyers, des chênes à gros fruits, des hêtres, des frênes de Pennsylvanie, des érables argentés et des micocouliers. Des conifères comme les pins rouges, les sapins baumiers, les cèdres et les épinettes noires complètent la sélection. La disposition des arbres tient compte des vents dominants et des entonnoirs qui peuvent en augmenter la vitesse à certains endroits. Trois rangées bordent la porcherie et sont composées d'arbustes, de feuillus puis de conifères. Il s'agit là de créer un mur de feuilles à toutes les hauteurs. Un bosquet d'arbres plus important près des fosses permet de bloquer le principal corridor de vent qui peut se diriger vers le village à certains moments de l'année. Bref, chaque ferme doit étudier sa situation particulière pour implanter une haie efficace. Certes, la diminution des odeurs repose sur l'emploi de plusieurs techniques de gestion des fumiers aux bâtiments et à l'épandage. Généralement, la manipulation des fumiers solides dégage moins d'odeur que celle des lisiers.

Dans le cas des Porcheries Chanca, les mesures prise pour protéger l'environnement et réduire les rejets sont;

- ◆ L'application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation(PAEF) ;
- ◆ L'ajout de phytase à la moulée ;
- ◆ L'utilisation de trémies-abreuvoirs.

Les Porcheries Chanca ont pris des mesures pour limiter les odeurs telles:

- ◆ L'épandage des lisiers avec une rampe basse et enfouissement dans les 24 heures ;
- ◆ L'ajout d'une toiture sur la fosse à lisier ;
- ◆ L'implantation d'une haie brise-odeur.

Sources: [Le plan agro-environnemental de la production porcine pour la Montérégie, la pochette de lancement du projet haies brise-odeur 26/06/2002.](#)

\*Membre co-opté au conseil d'administration du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent qui a assisté à la conférence de presse de juin



## IAN RELÈVE UN NOUVEAU DÉFI

En avril dernier, nous apprenions que le représentant de PPG Canada au CA dans les dernières années, **Monsieur Ian Thibault**, avait quitté ses fonctions pour relever un nouveau défi.



Il est actuellement chargé du projet de décontamination à la compagnie EXPROTEC de Salaberry-de-Valleyfield, secteur Saint-Timothée.

Nous espérons que l'entreprise deviendra membre du Comité ZIP sous peu et que nous pourrons le compter à nouveau parmi nous.

Notre stagiaire  
est au travail

Notre stagiaire  
français,  
**Monsieur Fabien  
Bonhomme**, est  
parmi nous  
depuis le 1<sup>er</sup>  
octobre pour  
travailler sur le  
dossier agricole.

Nous lui avons  
fait suivre les  
séances  
thématiques du  
Bureau  
d'audiences  
publiques sur  
l'environnement  
(BAPE) sur  
l'industrie  
porcine. Il a  
donc découvert  
le Québec de St-  
Hyacinthe à  
Chicoutimi en  
passant par Ste-  
Marie-de-Beauce  
et Québec.

Dans le prochain  
numéro il vous  
parlera de l'état  
d'avancement de  
son stage qui se  
terminera fin  
juin 2003.

## Assainissement des eaux usées à la municipalité de Rivière-Beaudette



par  
Micheline B.  
Michaud\*

Dans le cadre du programme d'aide financière aux infrastructures pour les services d'eau potable et d'eaux usées <LES EAUX VIVES> du Québec, la municipalité peut démarrer le projet d'assainissement des eaux usées, d'une valeur totale de 1 084 239\$.

Une subvention de 855 397\$ permettra de remplacer les conduites d'égoût de type unitaire existantes sur la rue Principale (sur un tronçon de 180 mètres) et de procéder au raccordement de quelques 85 usagers sur le nouveau réseau en regard du premier volet du programme (fosse septique commune). Dans le cadre du deuxième volet, la réalisation des travaux d'interception et de traitement des eaux usées compléteront les demandes du gouvernement. Selon Monsieur Pierre Labbé, ingénieur chez Les Consultants LBCD chargé du projet, les eaux usées auront entre autre à passer au préalable par une fosse septique puis par un filtre intermittent à recirculation avant d'être rejetées au ruisseau Nord-Est. Il a ajouté que les quantités de phosphore encore présentes

dans les eaux ainsi traitées seront absorbées (digérées) par la végétation du ruisseau. Toutes ces mesures auront pour effet de conserver une bonne qualité d'eau du ruisseau Nord-Est et par le fait améliorer la qualité de la rivière Beaudette et de la frayère à doré jaune qui s'y trouve.

Par contre, la dépollution complète de la rivière devra se faire de concert avec le ministère ontarien de l'environnement. Rappelons que la rivière Beaudette prend sa source en Ontario et qu'elle y coule sur une bonne distance avant de rejoindre les limites du Québec et de la municipalité de Rivière-Beaudette.

En espérant que le tout aille pour le mieux, nous suivrons ce dossier pour vous.

\*Représentante des citoyens(nes) au conseil d'administration du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent



## Nouvelle chronique

### « La gestion responsable »



par

Denis Gervais\*

Le Comité ZIP du Haut Saint-Laurent fait partie de trois comités de citoyens :

- le comité aviseur permanent (CAP) d'Eka Chimie Canada à Salaberry-de-Valleyfield ;
  - la tribune d'information communautaire (TIC) des compagnies PPG Canada et Nexen Canada à Beauharnois ;
  - et le comité de liaison de Zinc Électrolytique du Canada (CEZinc) à Salaberry-de-Valleyfield.
- Ces comités ont un point commun : ils découlent de la volonté des industries à communiquer avec la communauté dans le cadre de la gestion responsable.

#### Qu'est-ce que la gestion responsable?

La Gestion responsable<sup>md</sup> est une initiative volontaire de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques (ACFPC) à laquelle souscrivent diverses compagnies de la région. Elle engage officiellement les membres de l'association à respecter une norme de gestion des produits chimiques pendant tout leur cycle de vie qui se reflète favorablement sur l'industrie et répond aux préoccupations du public en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

Le programme de Gestion responsable<sup>md</sup> repose sur des principes directeurs et six codes de pratique visant : la recherche et le développement, la fabrication, la distribution, la gestion des déchets dangereux, le secours d'urgence et la sensibilisation des collectivités. Les comités sont nés à partir de ce dernier code.

#### Quel est le mandat des comités?

Le mandat principal est de représenter les intérêts et les préoccupations de la collectivité, de faciliter les communications entre celle-ci et l'entreprise et fournir à cette dernière des avis

et des recommandations.

Le comité doit se tenir informé des engagements en Gestion responsable<sup>md</sup> de l'entreprise, il doit effectuer un suivi des actions projetées et conduites par l'entreprise et apporter sa contribution.

#### Qui sont les membres des comités?

Les comités sont formés de citoyens bénévoles de diverses sphères d'activités: éducation, voisin industriel, voisin résidentiel, santé, environnement et socio-économique.

Actuellement, Madame Claire Lachance, coordonnatrice du Comité ZIP, siège au comité de liaison de CEZ, Madame Marthe C. Théorêt, agent d'information et de relations publiques siège au CAP d'Eka Chimie et je siège à la TIC de Beauharnois.

#### De quoi y traite-t-on ?

Plusieurs sujets sont à l'ordre du jour de ces réunions : nouvelles de l'entreprise, questions au sujet d'incidents, mode de gestion, projets à venir au niveau de l'usine ou de l'environnement, etc.

Actuellement, la principale préoccupation des comités est la mise en oeuvre du plan d'urgence des villes pour faire face au pire scénario des compagnies. Les comités se demandent si les villes sont prêtes à faire face à un accident chimique.

Les 2 entreprises de Salaberry-de-Valleyfield ont passé la phase II de l'audit pour déterminer si elles avaient bien respecté les codes de pratiques. Chacune a eu comme principale recommandation de tenir dans les plus brefs délais une séance d'information publique sur leur pire scénario. Le problème, c'est qu'elles ne veulent pas le faire sans les services d'urgence de la ville... qui n'en voit pas l'urgence...

\*Représentant de CRIVERT au Conseil d'administration du Comité ZIP

## NE MANQUEZ PAS NOS PROCHAINES SOIRÉES PLÉNIÈRES

Avec le suivi des nombreux dossiers que nous traitons, il devient de plus en plus difficile de tenir les soirées plénières chaque mois à l'automne et au printemps.

L'équipe de permanents du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent a donc décidé de tenir des soirées plénières les mois où il n'y a pas de réunions de conseil d'administration à préparer.

Surveillez vos invitations et les médias.

Bienvenue à tous et toutes, c'est gratuit et toujours fort intéressant !

Nous tenons à féliciter notre ancien président **Monsieur Marcel Lussier**, pour sa nomination comme co-président du Groupe consultatif sur l'intérêt public.



Avec le départ de Fred Parkinson, les membres de ce comité recherchaient une personne de qualité connaissant bien le fleuve pour le remplacer. Comme M. Lussier venait d'annoncer sa retraite, nous lui avons suggéré le poste. Il a posé sa candidature en mai et en octobre 2002, il était confirmé dans ses fonctions. Rappelons que M. Lussier a été le représentant d'Hydro-Québec au conseil d'administration du Comité ZIP de 1999 à 2002.

## Étude internationale sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent

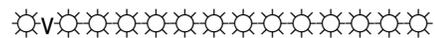
OTTAWA, le 14 août 2002-  
Le Groupe d'Étude Internationale sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent et le Groupe consultatif sur l'intérêt public (GCIP) ont annoncé aujourd'hui la publication de deux rapports détaillés sur la première année de l'étude présentée à la Commission mixte internationale (CMI). Ces rapports résument les activités qui se sont déroulées durant la première année (du 12 décembre 2000 au 31 mars 2002) d'une étude binationale de cinq ans sur les niveaux d'eau dans le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. « Nous sommes très heureux de faire état de l'importante somme de travail abattu durant les 16 premiers mois de l'Étude, a indiqué M. Doug Cuthbert, codirecteur canadien du Groupe d'Étude. Chaque membre du Groupe d'étude a contribué à jeter les bases nécessaires à l'évaluation efficace de la régularisation du niveau des eaux dans le système lac Ontario-fleuve Saint-Laurent. »

Le rapport du GCIP a été rédigé pour recueillir dès le départ et avec exactitude les impressions, les opinions et les rétroactions des citoyens. Le Groupe consultatif sur l'intérêt public continuera d'assumer le lien entre le public et le Groupe d'étude en fournissant à ce dernier les commentaires recueillis partout dans le bassin et en informant les résidents du bassin des plus récents développements dans les travaux du Groupe d'étude.

L'équipe chargée de l'Étude souligne qu'il reste encore beaucoup à faire durant les quatre autres années que durera cette initiative de la CMI et que la population jouera un rôle capital dans l'évaluation du régime actuel de régularisation des niveaux d'eau du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Pour faire en sorte que l'Étude tienne compte des intérêts des citoyens, le CGIP continuera de tenir des réunions publiques fréquentes à divers endroits dans le bassin. Ainsi, des réunions auront lieu bientôt à Ogdensburg, dans l'État de New-York, à Belleville, en Ontario et à Trois-Rivières, au Québec.

Les personnes intéressées peuvent obtenir de plus amples renseignements, y compris le texte intégral des deux rapports en visitant le site WEB de l'étude à l'adresse <<http://www.losl.org>> ou en communiquant avec

Monsieur Fabien Langellé  
Conseiller en communications  
Canada  
(613) 995-0088



Veuillez prendre note que la réunion prévue à Trois-Rivières a eu lieu le 26 novembre dernier. Le Comité ZIP du Haut Saint-Laurent a tenu deux de ces soirées d'information le 19 mars 2002 avec les membres du CA et le 1er mai à l'Île-Perrot.

L'EAU PROPRE—LA VIE EN DÉPEND  
« L'EAU PURE EST LE PLUS BEAU CADEAU QUE L'ÊTRE HUMAIN  
PEUT OFFRIR À SON SEMBLABLE »

**SPECTATOR, NUMÉRO DU 30 JANVIER 1920**

Que représentent un verre ou un évier remplis d'eau, une rivière ? Une boisson rafraîchissante... un lavage qui nettoie... une baignade tonifiante... un habitat pour les plantes, les insectes, les poissons, les oiseaux et les mammifères... tout dépend de la qualité de l'eau.

Nous avons tendance à penser à l'eau en vue d'un but précis : la qualité de l'eau est-elle assez bonne pour l'utilisation que nous voulons en faire ? Une eau qui est bonne pour une chose ne l'est pas nécessairement pour une autre. Par exemple, nous croyons que la qualité de l'eau d'un lac est assez bonne pour que nous puissions nous baigner, mais pas suffisamment pour que nous la buvions. De même, l'eau potable peut servir à l'irrigation, mais l'eau d'irrigation ne satisfait pas nécessairement aux normes concernant l'eau potable. C'est la qualité de l'eau qui détermine son utilisation.

Par contre, les scientifiques s'intéressent à d'autres aspects de la qualité de l'eau. Pour eux, la qualité est caractérisée par les diverses substances en solution et en suspension dans l'eau, la quantité et l'effet qu'ils ont sur les habitants de l'écosystème. C'est

la concentration de ces substances qui détermine la qualité de l'eau et permet de savoir si cette eau convient à un usage en particulier. L'eau potable, par exemple, est réglementée par des recommandations suffisamment rigoureuses pour protéger la santé humaine. En l'absence de recommandations de ce genre, divers problèmes de santé peuvent se poser. On a calculé par exemple que la contamination de l'eau et un mauvais système d'hygiène publique entraînent quotidiennement, dans le monde, la mort de 30 000 personnes, soit l'équivalent de 100 gros porteurs qui s'écraseraient chaque jour !

L'eau est à l'environnement ce que le sang est à l'organisme humain, elle est essentielle à la survie de tous les êtres vivants, plantes, animaux et humains, et nous devons faire tout ce qui est possible afin de maintenir sa qualité pour les générations actuelle et futures.



## RIVIÈRE SAINT- CHARLES

Dans le dernier numéro nous vous indiquions que nous avions eu la confirmation que le lit (fond) et les berges de la rivière Saint-Charles appartiennent à la compagnie Dominion Textile (Etats-Unis) sur le territoire de Salaberry-de-Valleyfield.

Le dossier n'est pas mort malgré le fait que nous n'ayons pas eu beaucoup de nouvelles.

Les représentants du Comité ZIP doivent rencontrer le député Serge Deslières à ce sujet le 9 décembre 2002.

Rappelons que le dossier de la rivière St-Charles fait partie des priorités du colloque de 1998 sur le territoire <Entre 2 lacs>.

À suivre...

POUR DEVENIR  
MEMBRE DU  
COMITÉ ZIP ET  
NE RIEN  
MANQUER DE  
NOS ACTIVITÉS,  
IL VOUS SUFFIT  
DE NOUS  
ENVOYER VOS  
COORDONNÉES  
AVEC UN  
CHÈQUE AU  
MONTANT DE  
LA COTISATION

Rappelons que  
pour les individus  
et les organismes à  
but non lucratif, il  
en coûte 10\$ par  
année tandis que  
pour les entreprises  
et les municipalités  
il en coûte 50\$.

Vous recevez alors  
tous les numéros du  
journal et êtes  
invités à toutes les  
soirées plénières de  
même qu'à  
l'assemblée  
générale annuelle.

Plus les gens vont  
nous supporter en  
devenant membre,  
plus nous serons  
efficace pour  
réaliser la  
réhabilitation et la  
mise en valeur du  
fleuve  
Saint-Laurent.

## NOS MEILLEURS VOEUX

AU NOM DES MEMBRES DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION, LE COMITÉ EXÉCUTIF VOUS  
SOUHAITE UNE TRÈS HEUREUSE PÉRIODE DES  
FÊTES.

QUOIQUE VOUS FASSIEZ, QUELQUE SOIENT VOS  
DÉPLACEMENTS, N'OUBLIEZ JAMAIS QUE TOUT CE  
QUE L'ON FAIT A UNE INCIDENCE SUR NOTRE  
ENVIRONNEMENT ET L'EAU QUE NOUS UTILISONS.

**JOYEUX NOËL !**

**BONNE ET HEUREUSE ANNÉE !**



**FRANCIS VIDEAUD**  
- PRÉSIDENT



**MICHELINE B. MICHAUD**  
- VICE-PRÉSIDENTE



**DENISE ST-GERMAIN**  
- TRÉSORIÈRE



**FRANCINE POUPARD**  
- SECRÉTAIRE

